

Le bonimenteur ne s'est pas confiné

Le vendredi 13 mars, l'école s'est arrêtée. Pas les faux discours du ministre.

D'abord, il nous a fait croire que tout était prêt pour le travail à distance. De haut en bas, il a fallu communiquer les jolies plaquettes du CNED aux familles le 13 mars, dans la précipitation. Peu importe que tout le monde ne puisse pas se connecter sur la plateforme du CNED, peu importe que les enseignants ne soient pas formés à son usage, que les élèves du primaire n'aient pas les compétences numériques exigées, que les familles n'aient bien souvent pas de quoi imprimer et que les activités proposées soient génériques et parfois sans lien avec la programmation de la classe...la com' est assurée or, rien n'a été anticipé. Pour preuve, la veille il claironnait dans les médias qu'il était inenvisageable de fermer toutes les écoles.

Ensuite, le ministre nous fait croire qu'une continuité pédagogique était en place. Comme d'habitude il s'adresse prioritairement à l'opinion publique et non aux personnels enseignants auxquels il n'a rien à dire. Le problème c'est que lorsqu'il n'y a plus l'école, quand les enfants ne sont plus rassemblés dans les classes, la question de l'existence même du pédagogique est posée. Parce que contrairement à l'image simpliste des apprentissages que porte le ministre, il ne suffit pas de lire, de faire des exercices, de répéter pour apprendre. Parce que les enseignants savent bien l'importance des dynamiques de groupe à l'œuvre dans leurs classes. Parce que chacun sait l'importance de ce que l'on appelle « les feedbacks » au cours de l'activité d'apprentissage. Il n'est pas sérieux et responsable de faire croire à une prétendue continuité pédagogique. C'est d'autre chose qu'il s'agit. Nos collègues ne s'y trompent pas, ils ont appris sur le tas un autre métier, ils ont mis à disposition leur matériel personnel, ils ont développé des trésors de stratégie, pour assurer une continuité scolaire. Ils ont à cœur de maintenir le lien, de préparer l'avenir et de ne surtout pas creuser davantage les écarts. Faire croire qu'on peut faire avancer tout le monde équitablement à distance est une ineptie, tout le monde en convient, parents d'élèves compris ! Comme le réel résiste aux propos du ministre, il tente de reprendre la main sur l'information et la communication, comme si seul le pouvoir avait le monopole de la vérité. Il invente des chiffres: on aurait perdu le contact avec 5 % à 8% des élèves puis comme il n'est sûr de rien, lance une enquête précipitée auprès des écoles pour jauger le niveau de précision de son estimation au doigt mouillé.

Enfin, et c'est la cerise sur le gâteau médiatique, il nous ressort ses solutions de bon sens. Les stages de réussite pour les élèves en difficulté (autrefois stage de remise à niveau) encadrés par des enseignants volontaires, à distance. Nous connaissons l'histoire de ces stages, mis en place à l'époque de l'assèchement des RASED et de l'avènement de l'aide personnalisée hors temps de classe. Le SNUipp y est opposé et appelle la profession à ne pas participer à cette mascarade.

Comme si cela ne suffisait pas, la porte parole du gouvernement propose aux enseignants qui n'ont rien à faire d'aller ramasser des fraises. Il est vrai que dans la pensée ultra libérale de ce gouvernement, être fonctionnaire et enseignant c'est par nature ne servir à rien. Ce n'est pas une gaffe, ce n'est pas une erreur, ce n'est pas une connerie, c'est un lapsus par nature révélateur. Parce que pour ce président et son gouvernement, nourris au dogme du libéralisme, l'idée est tellement ancrée que lorsque la porte parole cherche dans sa pensée profonde un exemple de catégorie de "fainéants" qui pourraient enfin servir à quelque chose, c'est aux enseignants qu'elle pense! Les masques, pour ceux qui en ont, tombent!

Les services publics en première ligne

La crise sanitaire que nous vivons actuellement démontre que les personnes qui comptent dans le pays ne sont pas les « premiers de cordée » encensées et récompensées par le président des nantis, mais des hommes et plus souvent des femmes qui travaillent au service des autres, pour des salaires souvent inversement proportionnels à l'importance sociale de leur métier. Parmi les nombreuses professions mobilisées pendant cette crise sanitaire, beaucoup font partie de la fonction publique : hospitalière bien sûre, mais aussi d'Etat et territoriale. Les fonctionnaires montrent que les services publics sont, plus que jamais, un bien commun indispensable, le ciment collectif. Ils nécessitent un investissement massif de la nation, à contrario des politiques de destruction mises en œuvre par ce gouvernement et nombre de précédents. Il s'agit bien, à ce moment historique, de s'interroger sur les quarante dernières années de politiques néolibérales qui ont tenté de détruire progressivement tout ce qui aujourd'hui est indispensable à soutenir les populations et l'économie, à freiner la propagation du virus, lutter contre l'affection et ses conséquences. La crise actuelle nous montre ce qui peut arriver quand les services publics sont affaiblis, quand certaines collectivités territoriales choisissent la privatisation des missions au maintien d'agent-es territoriaux, quand les hôpitaux sont dépouillés, quand l'éducation est mise au pas et appauvrie, quand la recherche est asservie aux profits économiques immédiats.

En première ligne dans la lutte contre le coronavirus, au sortir du confinement, les fonctionnaires et les citoyens devront rappeler au gouvernement qu'ils ont besoin de moyens, de considération et d'une vraie revalorisation salariale. Ils sauront aussi lui rappeler que le projet de réforme des retraites constitue une attaque injuste à leur égard, comme au reste de la population, et continueront à en exiger le retrait. La FSU y prendra toute sa part !

Les RASED: encore plus utiles

Depuis maintenant quatre semaines, les personnels de l'Éducation nationale mettent toute leur énergie, leur créativité, et leur professionnalisme à maintenir et préserver les liens entre les familles et l'école. Certains enfants resteront profondément marqués par la traversée de cette période difficile : ceux de nos élèves qui rencontrent des difficultés, auxquels les personnels des RASED apportent déjà de l'aide quand il leur est possible de le faire. Il y aura aussi ceux que la situation aura fragilisé et qui auront besoin d'attention et d'accompagnement au plus près. Dans notre département, l'état des lieux de la couverture RASED réalisé récemment par le SNUipp-FSU a été présenté à la profession, aux parlementaires et aux citoyens. Il est saisissant. Il démontre que 30% des écoles ne bénéficient pas de l'apport des maîtres E, que les psychologues sont débordés, que les maîtres G...ne sont qu'un souvenir vivace ! Nous l'avons déjà expliqué à plusieurs reprises, notre département paie, quotidiennement, la facture des suppressions de postes des années 2008-2013.

Avec un tiers de postes en moins, impossible d'assurer un niveau correct d'accompagnement des élèves en difficulté sur notre territoire. Nos actions collectives conjointes ont permis une véritable prise de conscience de cette problématique et la création de 4 postes ces dernières années. Ces premiers pas doivent maintenant être accélérés. Cette carte scolaire 2020 doit être celle de l'augmentation des postes des personnels des RASED afin de répondre aux besoins éducatifs particuliers de tous les élèves, besoins qui auront été accentués par la crise que nous connaissons.

Le message de non fermeture en milieu rural est appréciable car il permettra de porter une attention aux effectifs. Il convient d'y associer un acte fort pour les élèves en difficulté et ne d

pas oublier les zones urbaines aux problématiques et besoins spécifiques. Les écoles du département doivent disposer, dès la rentrée 2020, des forces nécessaires à la mise en œuvre de nos missions afin de garantir aux élèves fragiles l'accompagnement indispensable à leur réussite scolaire: cela nécessite des postes RASED supplémentaires.

En créant 1 248 postes supplémentaires, le ministère de l'Éducation nationale prend acte de l'insuffisance des moyens initialement donnés au premier degré pour préparer la rentrée 2020. Le SNUipp-FSU, avec les personnels, y a largement contribué en demandant l'annulation de la dette scolaire et en s'adressant aux élus et aux représentants des maires en particulier. En pleine crise sanitaire, cet investissement va faciliter la préparation de la prochaine rentrée scolaire, sans toutefois résoudre toutes les inégalités. On assiste à un apport en postes qui représente le triplement de la dotation initiale, c'est dire les besoins du terrain, c'est dire l'urgence ! Il démontre qu'une ouverture des vannes budgétaires est donc bien possible. Cet élan doit s'amplifier et s'inscrire dans une démarche d'amélioration durable pour le service public d'éducation. Le SNUipp-FSU sera attentif à ce que ce mouvement soit pérenne et que les postes obtenus aujourd'hui ne soient pas retirés lors d'un prochain budget.

Le PDMQDC ne doit pas mourir

Cette année est aussi celle du bilan de la suppression des postes de Maîtres surnuméraires. Si le ministère a censuré le rapport qui fait un bilan de ce dispositif pédagogique, pour les équipes de terrain, c'est très clair: la disparition de ces postes est une perte considérable pour les élèves et le travail d'équipe au service de ceux-ci. Usant de dogmatisme, le ministre a balayé d'un revers de main méprisant l'investissement de tous, enseignants et tous les personnels y ayant participé.-Encore une fois, les mesures portées par tous ont été sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Pour le SNUipp, tout est à reconstruire. La crise actuelle a le mérite de mettre en lumière le projet funeste d'une société d'individus mis en concurrence pour le plus grand bénéfice de la caste des nantis, amis du président et de son gouvernement. Elle permet aussi mettre à bas les discours de remise en cause du service public par la démonstration fulgurante de son universalité et de son efficacité. Le temps de crise terminé, ces services publics auront besoin d'un investissement massif et d'un mode de gestion qui replace le dialogue social au centre de son fonctionnement et ces décisions.

Au premier rang de ces services publics, l'école et ses millions d'apprenants, futurs citoyens, qui seront demain acteurs, dans leurs actions et leurs engagement citoyens. Dans un contexte sanitaire angoissant comme lors de la sortie de crise, la nation se doit de donner un avenir scolaire et citoyen à la hauteur de sa devise républicaine. Dans cette recherche, le SNUipp et la FSU s'engagent de tout leurs poids.